

The background of the cover is an aerial photograph of a dry, rocky riverbed. A dirt path leads from the top center towards the bottom center, flanked by large, light-colored rocks on the left and a steep, rocky bank on the right. The overall color palette is earthy, with browns, tans, and greys.

CIRESS-LEREPS-GRES

**ANTHRO-POLITIQUE
ET GOUVERNANCE
DES SYSTÈMES
COMPLEXES
TERRITORIAUX**

Sous la direction de Pascal ROGGERO

Presses de l'Université des Sciences Sociales de Toulouse

2.1.4

« Des consensus sur des paradoxes » ou la réaction de Simon Laflamme,

Grand témoin de l'atelier A1

Plus de trente personnes sont intervenues dans le cadre des discussions sur le développement durable. Les propos ont été variés ; cela, toutefois, n'a pas empêché l'émergence de grands consensus.

Des ententes

Les consensus, de manière étonnante, portent sur de nombreux paradoxes. Le développement durable, en effet, apparaît souvent comme la réconciliation nécessaire de deux termes opposés.

Local-mondial	Gérable-ingérable	Synchronique-diachronique
Individuel-collectif	Création-destruction	Accumulation-partage
Autre-Soi	Intervention-Non-intervention	Représentation-participation
Prévisible-imprévisible	Contrainte-liberté	Economique-non-économique
Détermination-indétermination	Naturel-culturel	Imminence-avenir
Objectivité-subjectivité	Indépendance-dépendance	Changement-Non-changement

Liste des paradoxes qui ont été soulevés

Tous ces paradoxes n'appartiennent pas au même registre. Certains sont d'ordre éthique. Ils rappellent aux responsables que si le développement suppose l'accumulation, il commande aussi le partage ; que les gestes posés par les représentants ont d'autant plus de chances d'être bénéfiques qu'ils n'excluent pas la participation des citoyens ; que les considérations

économiques, aussi pertinentes qu'elles soient, doivent se conjuguer aux questions qui relèvent des autres dimensions de la vie en société ; qu'il y a, certes, des problèmes auxquels il faut trouver des solutions dans l'urgence, mais que ces solutions ne doivent pas menacer l'avenir des communautés ; qu'il ne peut y avoir de changement social que si la société parvient à se reproduire sous différents aspects et que, par conséquent, elle connaît aussi le non-changement ; que si un projet de développement se rapporte à un groupe défini, il ne doit pas négliger les autres groupes, c'est-à-dire hypothéquer leur propre aptitude à intervenir sur eux-mêmes ou encore empêcher que soient entretenus des liens entre tous ; que les politiques qui sont mises en oeuvre ne doivent pas favoriser les individus au prix de la collectivité, ni la collectivité aux dépens des individus.

D'autres paradoxes sont des invitations à la modestie. Développer, c'est gérer, mais l'action sociale n'est pas telle qu'elle peut contrôler tout ce avec quoi elle est en lien, c'est prévoir alors que tout n'est pas prévisible, c'est déterminer dans la détermination et dans l'indétermination. Développer, c'est intervenir, mais il est souvent souhaitable de ne pas agir, de même que les capacités et les possibilités d'intervention s'avèrent limitées. Développer, ce n'est jamais agir dans un cadre absolu, c'est constamment assumer sa liberté, mais c'est aussi s'imposer des contraintes, c'est reconnaître que l'indépendance est bien relative.

D'autres paradoxes, enfin, ont trait à l'analyse des phénomènes. Ils rappellent que le développement a toujours lieu sur un territoire donné mais qu'il n'échappe pas aux manifestations de la mondialisation ; qu'il peut relever d'études objectivantes mais qu'il témoigne toujours de subjectivité ; qu'il est création mais qu'il est par là même destruction ; qu'il suppose une transformation de la nature mais qu'il repose nécessairement sur des sémantiques collectives ; qu'il a lieu dans le temps mais qu'il procède d'événements synchroniques.

L'ensemble de ces paradoxes fait du développement durable un lieu de tension dans le champ sociopolitique. Au plan analytique, il souligne le caractère multidimensionnel des phénomènes et la nécessité de recourir à une approche qui soit en mesure d'intégrer les éléments aussi bien par une abstraction –quoique confrontée à l'empirie– que par une modélisation

Des consensus sur des paradoxes

complexe apte à réunir les éléments constitutifs et à intégrer les logiques dialectiques, logiques qui sont d'autant plus requises, par ailleurs, que les structures sociales et les actions humaines se déterminent mutuellement.

Les ententes se sont aussi rapportées à des préceptes, qui découlent souvent des paradoxes évoqués. Un premier indique qu'il ne peut y avoir de développement adéquat que s'il prend un sens au sein de la collectivité qui est concernée, ce sens ne pouvant en aucune façon être imposé de l'extérieur, ne pouvant être que dégagé des échanges qui ont lieu entre les citoyens eux-mêmes et sans lesquels l'historicité du groupe ne peut qu'échapper. Or, puisque le sens ne peut être parachuté sur une communauté, puisqu'il ne peut émaner que des positionnements des citoyens, on ne saurait minimiser l'importance de l'éducation. Elle seule peut généraliser l'accès à l'information et l'aptitude à produire des idées, et donc empêcher que les débats publics ne s'inscrivent dans des relations trop hiérarchiques ; elle seule peut étendre la responsabilisation des citoyens ; elle seule peut assurer l'exercice de la démocratie. Un second précepte signale que la dynamique entre l'humain et l'humain est fondamentale : le développement procède de relations humaines et il doit en favoriser l'harmonie ; il appartient ainsi au champ de la communication et, par une autre voie, au symbolique. Un troisième ajoute à cette dynamique celle de l'humain et de l'environnement : l'humain, pour se reproduire autant que pour se produire, agit par nécessité dans et sur son environnement ; ainsi, il en dépend ; il doit donc veiller à ce que son action ne nuise pas à la perpétuation de la dynamique dont il constitue l'un des éléments.

Il y a encore eu entente sur l'importance de la suspicion. Il est, à l'évidence, nécessaire pour l'humain de s'engager dans des démarches de développement. Mais le développement comporte tellement de risques qu'il doit éveiller la méfiance. Cette méfiance est salutaire parce qu'elle assure une analyse critique. Les risques sont de types divers, mais l'un des principaux est celui des rapports sociaux. Tous les développements ne sont pas semblables. Certains, souhaitables, promeuvent l'égalité entre les citoyens ; d'autres donnent lieu à des inégalités sociales, ou même à l'exclusion. La suspicion peut prévenir les seconds ou en minimiser les méfaits. L'esprit

critique sait qu'il n'y a de développement juste que dans le partage d'information. Mais il sait également que ce n'est pas parce qu'on délibère qu'on arrive à un consensus, que ce n'est pas parce qu'on décide qu'on prend la bonne décision, que ce n'est pas parce qu'on ne décide pas qu'on fait ce qu'il faut, que ce n'est pas parce que l'information circule qu'on s'y donne accès.

La gouvernance

Lieu de paradoxes et de complexité, la gouvernance du développement durable est problématique. Le développement est action dans un réseau d'actions. Ces actions se situent les unes par rapport aux autres dans un entrelacement de pouvoirs qui rend illusoire autant que dommageable une simple lecture hiérarchique de l'ensemble de même qu'une interprétation univoque ou singulière du pouvoir. Une politique de développement durable ne peut être décrétée. L'action qui se donne pour fin le développement peut s'aider d'une modélisation systémique, mais cette modélisation n'en est aucunement la garantie de succès puisque l'histoire humaine est ouverte : elle peut être orientée mais elle ne peut être prédite. Dynamique d'actions, le développement durable suppose une circulation de l'information à plusieurs niveaux : entre les acteurs sociaux eux-mêmes, dans le rapport des acteurs avec le monde qui les environne et dans les démarches de modélisation. Tous ces champs de circulation disposent de leur logique propre et leur combinaison est périlleuse. L'information qui provient de la modélisation elle-même doit inviter la gouvernance à la méfiance : il lui faut entretenir un certain scepticisme à l'égard du scientifique, mais surtout à l'endroit du scientifique qui, au nom de la science, entend guider la société. Il faut savoir que scientifiquement vrai n'équivaut pas à moralement bon. Plus encore, il faut se méfier autant de la vérité scientifique que de la vérité politique. Il n'y a pas de vérité absolue, mais il y a une vérité scientifique, et cette vérité ne peut être, au plan social, et donc au plan politique, qu'une information parmi les autres. Dans le même esprit, il peut y avoir une modélisation des facteurs d'après lesquels une société est constituée, mais il ne peut y avoir de modélisation du mieux-être ; le mieux-être, la fin du développement, ce ne peut être qu'un projet, ce ne peut être

Des consensus sur des paradoxes

une conclusion scientifique, c'est, par essence, une perspective qui fait appel à des considérations à la fois émotives et rationnelles et donc à la totalité de l'acteur social et de son entreprise de gouvernance.

ATELIER N°2 DELIBERATION ET GOUVERNABILITE DES SYSTEMES COMPLEXES TERRITORIAUX

2.2.1

« La démocratie est-elle faite pour les dieux ? » ou l'appel à communication de l'atelier A2

La démocratie est-elle faite pour les dieux ? A constater la litanie de ses dysfonctionnements -atomie citoyenne, déclin de la participation électorale, perte de crédit des représentants et de sens de l'activité politique, populisme, etc.- on est en droit de le redouter. Pourtant des pistes existent pour revivifier cet idéal structurant de nos sociétés et la pensée complexe, mais aussi un auteur comme Habermas, nous invitent à les considérer avec attention. Ainsi en va-t-il de la démocratie participative et délibérative. Si la démocratie représentative implique théoriquement une participation active des représentés dont le vote devrait être précédé d'une réelle information sur la situation et ses enjeux et d'une réflexion rationnelle, la démocratie participative rétablit des formes plus directes d'information, de consultation et d'expression de la population. Ces formes nouvelles de participation commencent à se développer dans la dimension la plus adaptée, la dimension locale (conseils de développement des pays, comités de quartier ou référendums locaux). Cependant, comment penser une articulation cohérente entre ces modalités d'une participation plus soutenue des citoyens à la délibération, sinon à la décision politique avec la dimension proprement représentative de notre démocratie ? De même, comment garantir que cette participation ne soit pas, de fait, confisquée par les groupes les mieux organisés ?

ANTHRO-POLITIQUE
ET GOUVERNANCE
DES SYSTÈMES
COMPLEXES
TERRITORIAUX

Sous la direction de Pascal Roggero

Copyright et diffusion : 2005
Presses de l'Université des sciences sociales de Toulouse
Place Anatole France
31042 TOULOUSE CEDEX

Couverture : photo de Pascal Roggero, montage d'Aurélien Roggero